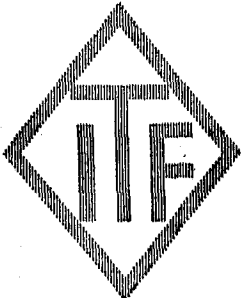


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUTS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISATIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N° 5  
6ème année

Amsterdam, le 5 mars 1938.



## Chiffres que Hitler a oubliés!

Dans son discours fait le 20 février, Hitler a lu pendant 53 minutes des chiffres pour démontrer les succès réalisés par la dictature nazie pendant les cinq années de son pouvoir. Voici des chiffres qu'il a oubliés.

19 millions de malades (I.T.F.) Les statistiques du degré de morbidité de plus.----- qui viennent d'être publiées par les caisses allemandes d'assurance-maladie

pour 1936, la dernière année de la première période quadriennale du réarmement allemand, donnent une image effrayante de l'atteinte portée à la santé des ouvriers et employés allemands par la nourriture insuffisante et un excès de travail.

En 1932, dernière année de régime pré-nazi, il y avait sur 100 assurés, 144 cas de maladie; en 1934 ce chiffre avait monté à 176 (augmentation de 22%) et en 1936 à 182. Le nombre des cas de maladie des ouvriers et employés inscrits aux caisses d'assurance a par conséquent monté de plus de 26% en comparaison de la dernière année avant le régime nazi.

L'aggravation de l'état de santé est bien pire encore pour les membres de la famille des assurés, les femmes et les enfants. Vu que le revenu de la grande majorité des ouvriers et employés allemands ne suffit plus pour nourrir toute la famille, il faut que les ménagères fassent sur leur nourriture et celle des enfants des économies pour que le soutien de famille puisse du moins garder toute sa force de travail. Voici les conséquences de la politique nazie: Sur 100 membres des familles des assurés, il y avait en 1932 61 cas de maladie, en 1934 déjà 82 et en 1936 jusqu'à 97! Le nombre des cas de maladie a par conséquent augmenté de 59% depuis 1932.

Le nombre des cas de maladie des assurés et de leur famille était en 1936 supérieur de 19,3 millions à celui de 1932. (Pour les rédactions: les chiffres ci-dessus ont été empruntés au rapport publié par l'Office national des assurances sociales allemandes: "Die deutsche Spezialversicherung" 1936", page 671).

Les accidents ont augmenté de 39%. (I.T.F.) Depuis l'anéantissement des syndicats libres et l'abolition des délégués du personnel, le nombre des accidents du travail a augmenté en Allemagne d'année en année. Sur 10.000 ouvriers pleinement occupés travaillant dans des entreprises de l'industrie, des transports et du commerce, affiliés aux caisses de prévoyance industrielles, il y avait en 1932, 645 notifications d'accidents, en 1934 774, et en 1936 896. Le nombre des cas d'accident notifiés aux caisses de prévoyance a augmenté de

39% depuis l'avènement de la dictature nazie! Voilà la Beauté du travail au Troisième Reich! (Pour les rédactions: les chiffres ci-dessus ont été empruntés au rapport annuel de l'Office national allemand des assurances sociales, page 401; une comparaison avec des années antérieures n'est pas possible ainsi que le fait remarquer expressément le rapport).

La fréquence des maladies professionnelles s'accroît. (I.T.F.) Tous les ans, l'Office national des assurances sociales, publie le nombre des maladies professionnelles donnant droit à réparation, notifié à l'assurance accidents allemande. Il ressort de la dernière publication --parue mi-février 1938-- que la fréquence de certaines maladies professionnelles graves augmente d'année en année, depuis que bien des lois de protection ouvrière n'existent plus que sur le papier--à présent que les syndicats qui en imposaient le respect font défaut--et qu'elles sont à l'heure qu'il est plus fréquentes que jamais. Le nombre des maladies professionnelles découlant du benzol et de certaines matières chimiques apparentées au benzol ainsi que de l'acide sulfhydrique, de l'oxyde de carbone et des scories Thomas, n'a jamais été aussi élevé en Allemagne qu'à présent, à la fin du premier plan quadriennal du réarmement allemand. Il en est de même pour les maladies infectieuses et les dermatoses provenant des travaux de galvanisation et des effets du noir de fumée, de la paraffine, du goudron etc.

Le nombre notifié des maladies dues au benzol, etc. augmenta de 1929, année de pointe de la dernière période de prospérité, jusqu'en 1936 année de la hausse des armements, de 323 à 419. Le nombre des cas de maladies dues à l'acide sulfhydrique augmenta de 102 (en 1929) à 125 (en 1936), le nombre des intoxications dues à l'oxyde de carbone de 426 (en 1929) à 559 (en 1936) et le nombre des maladies dues aux scories Thomas de 36 (en 1929) à 119 (en 1936)!

Le nombre des cas de dermatoses dues aux travaux de galvanisation passa de 260 (en 1929) à 396 (en 1936); celui des dermatoses dues au noir de fumée, à la paraffine, au goudron etc. de 202 (en 1929) à 413 (en 1936)! Le nombre des cas de maladies infectieuses monta de 681 (en 1929) à 2,092 (en 1936)! Jamais auparavant le nombre des cas de maladies n'a été plus élevé qu'en 1936!

L'augmentation rapide des maladies professionnelles graves est une conséquence de la politique du réarmement. Afin de pouvoir économiser des devises étrangères en vue de l'importation des matières premières nécessaires à l'armement, des produits de remplacement préjudiciables à la santé, sont utilisés à titre d'essai par de nombreuses entreprises. Afin d'économiser du matériel--par conséquent des devises-- les vêtements de protection mis à la disposition des travailleurs sont insuffisants. Des marchandises dangereuses à transporter sont souvent insuffisamment emballées. Par le rythme accéléré du travail pratiqué actuellement en Allemagne, les ouvriers peuvent moins qu'auparavant observer les prescriptions de sécurité doublement importantes dans ces circonstances et l'alimentation insuffisante expose bien davantage les travailleurs aux maladies.

Les chiffres publiés par les organes d'assurance national-socialistes confirment ce qui précède. C'est sans doute pourquoi Hitler les a oubliés lorsqu'il a passé en revue les cinq années écoulées, préférant sans doute entretenir ses auditeurs de la "beauté du travail" dans les entreprises allemandes.

Gifles à l'adresse de Ley. (I.T.F.) Le chef du "front allemand du Travail, le Dr. Ley, a fait connaître par le canal du journal londonien "Evening Standard" et du "Berliner Tageblatt" appartenant à la maison d'édition du parti nazi (N° du 9 février) son intention d'inviter Sir Walter Citrine et d'autres leaders syndicalistes anglais à se rendre en Allemagne.

Citrine, le secrétaire général du Congrès des trade-unions et président de la F.S.I., a déclaré, en entendant parler de cette invitation: "Je n'ai reçu aucune invitation à me rendre en Allemagne et même si j'en recevais une, je ne l'accepterais pas."

Comment pourrais-je me rendre en Allemagne pour y étudier la situation, alors que mes camarades s'y trouvent enfermés dans les camps de concentration et n'ont pas la possibilité de manifester leur foi en la cause syndicaliste? Avant d'accepter une pareille invitation j'exigerais d'avoir des preuves indiquant que les syndicalistes en Allemagne ont la possibilité de se prononcer librement, en public aussi bien que lors

d'entretiens privés sur toutes les questions intéressant les travailleurs (Daily Herald, 9 février 1938).

Sir Greenwood, parlant le 22 février, à la Chambre des Communes s'est élevé avec véhémence contre les méthodes politiques pratiquées par la dictature allemande. Aussi, le Dr. Ley a-t-il cru plus raisonnable de ne pas expédier les invitations aux syndicalistes anglais qu'il avait annoncées avec tant de bruit.

L'Etat d'esprit dans les entreprises allemandes. (I.T.F.) Le chef du district d'Essen du Front allemand du Travail, parlant le 10 février dans une conférence à Mulheim, déclara: "Toujours à nouveau, on entend dire et plus d'un de mes collaborateurs propres en a parlé de temps à autre, que l'état d'esprit n'est pas par moments ce qu'il devrait être, et qu'il est parfois même très mauvais". ("Ruhrarbeiter" 4ème numéro de février.)

Comment on exploite les travailleurs allemands. (I.T.F.) Les fonctionnaires de l'Inspection allemande du Travail, donnent dans le rapport qui vient de paraître sur l'activité de l'Inspection du Travail en 1935 et 1936, des indications faisant ressortir l'exploitation sans borne des ouvriers et employés allemands. Dans l'industrie métallurgique berlinoise, la journée de 10 heures est considérée comme journée de travail normale à l'exception du samedi où la journée est moins longue. Avec cela, les employeurs présentent des demandes pour une augmentation des heures de travail. Les fonctionnaires de l'Inspection du Travail se sont écartés -- ainsi que l'indique la revue "Soziale Praxis" -- des règles strictes dans l'interprétation du décret sur les heures de travail, en considération du fait que "de hautes nécessités politiques, (l'armement-Réd.), des commandes de l'Etat et l'opportunité d'exécuter de manière ponctuelle des commandes de l'étranger, y contraignent....".

C'est ainsi que plus d'une fois les ouvriers spécialistes et le personnel de la surveillance travaillant dans les entreprises publiques de bâtiment ont dû faire des journées de 12 heures et que des journées de 15 et de 16 heures coupées de courts repos se produisaient même de temps à autre. Les fonctionnaires de l'Inspection du Travail s'étonnaient ensuite que de pareilles exceptions amènent les chefs d'entreprise à considérer qu'en principe(!) il n'était plus nécessaire, en cas de commandes de l'Etat de respecter les prescriptions légales de protection ..."

Les techniciens et les employés des maisons d'exportation ont en outre dû faire fréquemment des heures supplémentaires; dans l'industrie on a pu constater une augmentation des autorisations de travailler le dimanche. "A la campagne, la tendance se faisait jour de garder les magasins ouverts le dimanche, pratique qui était favorisée par les autorités provinciales". "Les artisans continuent à peu tenir compte des prescriptions légales ... Dans les boucheries il n'est pas rare de constater des heures de travail excessives. Il convient de citer également dans cet ordre d'idées les coiffeurs, les entreprises hôtelières et les laiteries."

Ces quelques exemples empruntés aux rapports, certes prudents de fonctionnaires nazis, rendent mieux la situation réelle en Allemagne que les solennelles affirmations d'Hitler dans ses trois heures de discours le 20 février dernier qu'en Allemagne "la protection efficace de tous les intérêts sociaux des travailleurs, la paix sociale, était dans l'ensemble garantie".

Les affections de l'estomac augmentent. (I.T.F.) Dans une réunion de médecins d'entreprises berlinoises, un des orateurs communiqua que "dans son district, la courbe des affections stomacales montait considérablement". (Angriff, 15 février.) Il n'y a pas là de quoi s'étonner vu la qualité actuelle du pain.

Faire la cuisine ou tourner des obus. (I.T.F.) Vu que malgré les longues années de propagande, il n'y avait pas assez de jeunes Allemandes qui s'offraient pour faire du travail ménager mal payé, le général Göring a décrété le 15 février que dorénavant des ouvrières ou employées célibataires, de moins de 25 ans, ne seraient embauchées dans certaines professions que si elles pouvaient fournir les preuves d'avoir travaillé pendant 12 mois au moins dans l'agriculture ou dans le ménage. Les jeunes filles de milieux paysans doivent avoir accompli leur année à la campagne.

Cette disposition ne s'applique qu'aux jeunes filles qui sont dans la nécessité de faire du travail salarié. Les jeunes filles "de bonne famille" et celles qui travaillent dans les affaires de leurs parents sont exonérées de cette année de service obligatoire. En outre, chose caractéristique, les jeunes filles peuvent comme auparavant être engagées dans les industries métallurgique et chimique, sans remettre la preuve d'avoir fait cette année de travail ménager ou agricole. Lorsqu'une femme travaille dans les industries de guerre, elle fait, aux yeux des Nazis, tout aussi bien son devoir de femme que lorsqu'elle est à la cuisine. (Voir notre publication N°43 du 19 février.)

Conduire, l'estomac creux? (I.T.F.) Lors de l'inauguration du Salon berlinois de l'automobile, Hitler déclara: "La production de l'automobile populaire bon marché est une nécessité.... Si tout le peuple allemand ne voulait se servir de son revenu que pour manger, nous ne serions pas en mesure de garantir ce revenu." ("Angriff" N° du 19 février) Il faut donc que les masses roulent en auto.

Les Nazis qui touchent gros ne peuvent pas, avec la meilleure volonté du monde, dépenser tout leur revenu en mangeaille. C'est pourquoi, depuis des années ils rivalisent à qui aura l'auto la plus luxueuse. La masse toutefois des petits revenus serait heureuse si ce qu'elle gagne suffisait du moins pour nourrir le travailleur et sa famille. La proposition d'Hitler lui paraît donc une insulte.

Les bonzes nazis s'installent confortablement. (I.T.F.) Le "Angriff" du 4 février annonce qu'Hitler a décidé que le siège central du Front allemand du Travail devra

être établi à Munich ainsi que ceux de toutes les autres organisations du parti. Le terrain de cette nouvelle construction, qui deviendra une des plus considérables a déjà été choisi. Quelques années pourront cependant encore s'écouler avant que les plans soient réalisés.

Sur ces entrefaites le Front du Travail n'est pas oisif; il s'occupe d'installer confortablement les bureaux prévus pour Berlin. On ne peut pas le faire dans les anciens immeubles syndicaux vu que comme espace uniquement déjà ils ne suffisent pas aux exigences....

La trésorerie du Front allemand du Travail est déjà installée dans un immeuble du Fehrbelliner Platz, construit selon les principes esthétiques nazis. Les services économiques et les services d'édition seront réunis dans un grand immeuble au Märkische Ufer. Les sections professionnelles auront une nouvelle maison déjà en construction à la Potsdammerstrasse et pour "Kraft durch Freude" une grandiose installation comprenant un hôtel est prévue. Hieroredi le 2 février, le Dr. Ley a inauguré à la Tiergartenstrasse un foyer de "Kraft durch Freude" où les collaborateurs du Front allemand du Travail et du parti nazi pourront se rencontrer dans un milieu agréable. Le "Frankfurter Zeitung" du 3 février écrit que ce foyer destiné en première ligne à des buts représentatifs et de réunion, n'est pas à la disposition du public mais uniquement des collaborateurs du Front allemand du Travail et du parti. Il contient quelques bureaux du Front du Travail et le bureau du Dr. Ley et de ses assistants personnels et le bureau de presse. 16 chambres à coucher sont à la disposition d'hôtes venant d'autres villes. Les salons peuvent rivaliser avec l'installation d'un hôtel des plus modernes. Outre les salles de réunion, un bar, une salle de jeu, il y a une grande salle de cinéma et de conférence, un jeu de quilles et une salle "rustique". Le Dr. Ley annonça qu'une buvette sera installée l'été dans le grand jardin ainsi qu'une petite piscine (!)"

Ce sont les ouvriers et employés allemands qui doivent payer tout cela!

Le ravitaillement allemand. (I.T.F.) Le service de presse du Reichsnährstand écrit (Voir "Frankfurter Zeitung" du 3 mars 1938): "Il faut à l'avenir aussi réaliser des économies de 20 à 25% sur la consommation de graisse... Quant à la viande il reste de la tâche des ménagères de s'adapter aux sortes disponibles, sans augmenter la consommation... Les poissons et autres produits de pêche, notamment les harengs salés, continuent à être disponibles en quantités suffisantes et la récolte record de pommes de terre permet d'user abondamment de cet aliment.. Il conviendra dans les mois à venir de resserrer la consommation de pain de froment au profit du pain de seigle."

Renseignements sur l'Autriche qui induisent en erreur.

(I.T.F.) Les grandes agences de presse ont divulgué le 18 février une résolution de la "Fédération des syndicats" autrichiens qui pourrait faire croire que les travailleurs autrichiens ont sans aucune réserve fourni leur appui à la dictature Schuschnigg contre les menaces nazies. Cette résolution ne donne pas une image exacte. Dans la conférence qui a adopté la résolution en cause, c'étaient les chefs des sections professionnelles du "syndicat" gouvernemental qui l'ont emporté. Une résolution soumise avec l'approbation du "syndicat" unique aux personnels des entreprises rend mieux la situation. Cette résolution, qui eut l'approbation des représentants d'un million d'ouvriers et employés, stipule nettement que les travailleurs sont prêts à lutter pour l'indépendance d'une Autriche "dans laquelle ils seraient libres et indépendants". Les travailleurs autrichiens veulent s'employer dans la mesure de leurs forces pour barrer la route à Hitler, mais pour lutter, ils doivent être libres.

La classe ouvrière d'Autriche lutte pour la liberté.

(I.T.F.) Au début de février, la police autrichienne a, lors d'une perquisition, trouvé des plans pour un coup d'Etat nazi. Avec l'aide de l'Allemagne, une dictature des Nazis autrichiens devait être substituée à la dictature catholique de Schuschnigg; l'Autriche devait devenir un deuxième Dantzig! Une fois les plans découverts, Berlin renonça à s'imposer des réserves. On intima au chancelier Schuschnigg de se rendre auprès d'Hitler qui, le 12 février-- quatre ans jour pour jour après l'écrasement de la lutte des travailleurs autrichiens--lui soumit un ultimatum; ou bien l'Autriche devait elle-même se mettre au pas, ou bien les Nazis autrichiens déclencheraient un mouvement appuyé par l'Allemagne. Schuschnigg capitula. Tous les Nazis condamnés en Autriche pour des crimes politiques furent amnistiés et le ministère de l'Intérieur fut confié à un Nazi. De la sorte, ils pourraient plus facilement pénétrer les pouvoirs publics, première condition pour une mise au pas. Afin d'atténuer l'indignation des milieux socialistes, tous les socialistes et syndicalistes condamnés depuis 1934 pour activité clandestine furent également amnistiés. Comme contre-poids contre le ministre nazi, Adolf Watzek employé depuis de longues années au bureau municipal viennois de placement des métallurgistes, fut désigné par la dictature comme "représentant" des anciens sociaux-démocrates et inclus dans le cabinet en qualité de sous-secrétaire d'Etat pour les questions ouvrières.

Seulement les ouvriers n'étaient pas dupes. Le premier jour ouvrable après le retour de Schuschnigg de ses conversations avec Hitler, il y eut dans nombre de grandes entreprises viennoises des grèves de protestation contre les concessions faites aux Nazis. Le syndicat unique gouvernemental tenta de transformer ces manifestations en une démonstration de fidélité au régime. Il convoqua une conférence qui donna "expression à son désir passionné" d'agir "pour la liberté, l'indépendance et la dignité de l'Autriche... Les travailleurs autrichiens sont pour la paix mais pas à tous les prix!" Jusque là, cela répondait bien à l'état d'esprit des travailleurs. Mais la conférence assurait ensuite au Chancelier qu'il pouvait compter sur l'appui des ouvriers non seulement contre l'immixtion nazie, mais aussi pour poursuivre sa politique intérieure réactionnaire. C'était aller trop loin!

Une partie seulement des personnes présentes à cette conférence étaient des délégués élus --fut-ce plus ou moins librement-- par les travailleurs. L'élément prédominant était toutefois constitué par les présidents des sections professionnelles du "syndicat" gouvernemental, désignés, eux, par les autorités. Aussi ne se risqua-t-on pas à soumettre cette déclaration à l'avis des personnels. La résolution présentée à l'approbation des entreprises autrichiennes est conforme au véritable état d'esprit des travailleurs. Les hommes de confiance de (jusqu'au 24 février) un million d'ouvriers et employés l'ont approuvée. En voici le texte:

"Les hommes de confiance des ouvriers et employés déclarent, au nom des salariés qu'ils représentent, qu'ils sont prêts à mener à tout moment la lutte pour le maintien d'une Autriche libre et indépendante ou eux-mêmes, ils seront libres et indépendants, et à se rallier à tous ceux qui, comme eux, désirent honnêtement mener cette lutte.

Ils considèrent que toute atteinte à l'indépendance de l'Autriche signifie, à côté de conséquences politiques et sociales de vaste portée et préjudiciables aux travailleurs, une aggravation du danger d'une guerre européenne avec toutes ses conséquences désastreuses.

Les hommes de confiance se rendent compte que la lutte pour la

liberté et l'indépendance de l'Autriche sera très dure et exigera la volonté unie et enthousiaste de l'ensemble de la population fidèle à l'Autriche.

Dans cette question, les ouvriers et employés n'admettent aucune différence d'orientation et de même que leurs représentants, ils forment avec le Chancelier fédéral, un bloc uni en faveur d'une Autriche indépendante, libre, sociale, chrétienne et allemande".

Le 24 février, Schuschnigg parla, Son discours démontra qu'il n'avait toujours pas compris que pour défendre la liberté de l'Autriche, il fallait des travailleurs libres. Au lieu de renoncer enfin à sa lutte contre les ouvriers, il déclara que l'organisation "corporative"--en d'autres mots l'asservissement des travailleurs-- serait poursuivie.

Ses affirmations causèrent de la déception, même dans les milieux des anciens syndicalistes chrétiens qui, à la fin--après 4 ans--avaient compris qu'il est nécessaire "de reconnaître comme une valeur politique le droit de regard, la démocratie, pour que le monde sache que le peuple autrichien a à défendre non seulement une patrie mais aussi une liberté" ("Oesterreichische Arbeiterzeitung", organe du mouvement ouvrier chrétien, N° du 26 février 1938). Des feuilles volantes ont été distribuées dans les entreprises par des syndicalistes clandestins résumant les revendications ouvrières: indépendance du pays, reconstitution des organisations ouvrières, élections libres des organes du mouvement ouvrier, égalité de droits des syndicalistes et des Nazis. Les Nazis ont été autorisés à se grouper dans le cadre du Front patriotique; les syndicalistes et les socialistes sont traités comme des citoyens de deuxième rang. Compréhendra-t-on encore à Vienne à la dernière que la liberté ne peut efficacement être défendue que par des hommes libres?

Le recul de la consommation en Italie (I.T.F.) Voici la consommation moyenne d'un Italien des aliments de consommation courante en:

	1926-1930	1931-1935	1936
Farine de blé	142,5 kg.	125,7kg.	118,6kg.
Pommes de terre	35,4	35,9	29,6
Farine de maïs	27,6	25,6	24,2
Riz	6,2	6,2	7,1
Haricots	5,0	5,0	4,0
Viande	18,8	16,4	16,1
Oeufs	6,3	6,7	6,6
Fromage	4,6	4,9	4,3
Huile d'olive	6,1 litres	5,2 litres	5,1
Beurre et lard	5,1 kg.	4,8 kg.	4,8kg.
Sucre	9,1	7,2	6,7
Lait	33,1 litres	33,9 lit.	32,8
Fruits et légumes	123,2	108,8	100,1
Sel	8,0	7,1	6,9

Encore la consommation alimentaire continue-t-elle à baisser, ainsi que l'écrit le Frankfurter Zeitung, le correspondant romain du "Frankfurter Zeitung" (N° du 26 février): "Un indice dans ce sens est fourni par la recette des taxes sur la consommation de boissons alcooliques, viande et autres denrées alimentaires, taxes perçues par les municipalités et au sujet du produit desquels dans les principales villes une statistique est disponible. Il y a en outre l'indice établi concernant le chiffre d'affaires de 58 grands comptoirs d'alimentation milanais qui pour 1936 et 1937 (compte tenu des modifications des prix) se situe entre 70 et 85, les chiffres de janvier 1934 étant indiqués par 100". "Ces constatations statistiques correspondent aux affirmations qu'on entend dans le commerce de détail où il est d'ailleurs aussi fait mention de l'abandon du public de se contenter de qualités inférieures

(Les renseignements pour 1926 à 1936 ont été empruntés à l'étude très importante que vient de publier la Columbia University à New-York, de la main de M. Carl T. Schmidt "The Plough and the Sword-Labor" dont un extrait détaillé a paru dans "Giustizia e Libertà" du 18 février 1938.)

Lorsque les dictateurs voyagent... (I.T.F.) En vue du voyage d'Hitler en Italie, projeté pour le mois d'avril, une section de la Gestapo, sous la direction du fameux fonctionnaire de la Gestapo le Dr. Best, a déjà été détachée à Rome afin de protéger le Führer contre des actes d'attachement inconsidérés de la part des fascistes. (Neues Wiener Tageblatt, 27 janvier 1938.)

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Chauffeurs et entrepreneurs de camionnage. (I.T.F.) Un exemple caractéristique de ce qu'est la "communauté populaire" nationale-socialiste est reproduit par le journal berlinois "Soziale Praxis" (du 15 février 1938) du rapport de l'Inspection allemande du travail qui vient de paraître: "Un chauffeur de transports à longue distance ayant été occupé jusqu'à minuit, dut néanmoins reprendre le lendemain à 5 heures du matin son service qui devait durer jusqu'au matin du jour suivant. A la suite d'un excès de fatigue, il roula contre un arbre. Il fut condamné à 100 marks d'amende pour conduite négligente et dangereuse et pour violation des règles de la circulation; son employeur qui avait exigé ces heures de travail excessives s'en tira lui, avec une amende de 70 marks!"

Les conditions de travail des chauffeurs autrichiens. (I.T.F.) Le journal viennois "Oesterreichische Arbeiterzeitung" (N° du 29 janvier 1938) publie un compte-rendu d'une conférence pour la Styrie du "Syndicat" des travailleurs du commerce et des transports, qui eut lieu le 23 janvier et dans le courant de laquelle un des délégués déclara que les chauffeurs de la province autrichienne doivent fournir "jusqu'à 16 heures de travail par jour en ne touchant pour cela qu'un salaire de 5 schillings" (environ 25 frs.fr.).

Un exemple de la duplicité nationale-socialiste. (I.T.F.) Un incident singulièrement instructif s'est produit au début de l'année dans la navigation rhénane allemande.

On sait que le but auquel tend la tactique nazie en matière de contrat, est le contrat d'entreprise dicté par l'employeur. Les autorités nazies déclarèrent par conséquent que les "ordonnances collectives" dictées par des fonctionnaires publics, les Commissaires au Travail, ne seraient plus que pendant une période de transition, obligatoires pour toutes les entreprises d'une industrie déterminée. Aussi rapidement que possible ces ordonnances devaient disparaître et les employeurs seraient alors, ainsi que le stipule la loi sur l'ordonnance du travail national, entièrement "maîtres chez eux" et pourraient comme bon leur semblerait imposer les conditions de salaire et de travail. Vu toutefois que les principaux employeurs désirent des garanties contre la concurrence déloyale en matière de rétribution et qu'en outre les Nazis craignent du mécontentement dans les entreprises, ils ont agi jusqu'ici avec beaucoup de circonspection. De nombreux employeurs allemands paient, il est vrai, leurs salariés au-dessous des tarifs avec le consentement formel du Commissaire au travail; de nombreux autres se moquent des tarifs stipulés, mais officiellement les "ordonnances collectives" sont encore en vigueur. Rares sont les cas jusqu'ici où des entreprises entières ont été sorties du champ d'application des ordonnances collectives par exemple la fabrique d'avions Junkers à Dessau et la Société d'armement "Braunkohle" à Cologne. La décision relative à cette entreprise de navigation rhénane a été mentionnée avec beaucoup d'enthousiasme par "Arbeit und Staat", l'organe mensuel de propagande nazie (numero du 12 janvier).

Les travailleurs allemands des transports par eau ne savent cependant que trop bien qu'à tout moment l'employeur peut, d'un trait de plume, avilir les dispositions d'un contrat d'entreprise. Aussi, la libération de la Société d'armement des dernières "entraves des ordonnances collectives" a-t-elle été vue par bien des gens comme un premier pas vers une liberté patronale encore plus grande, comme un danger du fait que l'employeur pourra désormais selon son gré, prolonger les heures de travail ou de navigation. La petite indemnité de vie chère payée à l'heure qu'il est par la Société "Braunkohle" pourra à tout moment être abolie. On comprend que les Nazis aient voulu apaiser les inquiétudes. Le "Völkischer Beobachter" du 13 février a publié une déclaration lancée par le Front allemand du travail disant que le Commissaire au travail était allé en décrétant que la Société d'armement "Braunkohle" n'avait plus à se soucier des dispositions de l'ordonnance collective au delà de ses attributions, n'ayant pas "légalement la possibilité de sortir une entreprise du cadre de l'ordonnance collective". Cette attitude qui veut sembler radicale est destinée à tranquilliser les travailleurs des transports par eau. Toutefois les armateurs n'ont pas besoin de s'inquiéter. Le "Völkische Beobachter" leur assure en effet en même temps que le fonctionnaire du ministère du Travail a le droit de déclarer qu'une entreprise est "exemptée du contrôle relatif aux tarifs" en d'autres mots qu'alors les Nazis ne contrôlent même plus pour la forme le respect des ordonnances collectives - exemple caractéristique de la duplicité nationale-socialiste.